

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Chine

Croissance record au premier trimestre

Remise de la pandémie de Covid-19, l'économie chinoise enregistre une croissance record de 18% durant les trois ...

Intelligence artificielle

Twitter recherche plus d'éthique et plus de transparence

La plateforme cherche à rendre ses algorithmes de «machine learning» plus éthiques et à donner davantage de pouvoir ... • (Page 08)

5^{ème} recensement général de la population au Togo • (Page 03)

7 milliards FCFA déjà mobilisés



• Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence et Jostane Yaguibou, Représentante Résidente de l'UNFPA-Togo

Face à la crise sanitaire

• (Page 04)

Sani Yaya confirme la résilience de l'économie togolaise



Diplomatie

L'OEACP et l'UE scellent un nouvel accord

Le ministre togolais des affaires étrangères et négociateur en chef de l'OEACP Prof. Robert Dussey et ... • (Page 02)

Marché financier régional

Le Togo collecte 82,5 milliards FCFA

Le Togo a mobilisé, vendredi 16 avril 2021 sur le marché financier régional, 82,5 milliards FCFA pour alimenter le trésor public. • (Page 05)

Startup

CinetPay, la Fin Tech qui grimpe

Sa croissance semble infinie et ses perspectives paraissent sans-limite. CinetPay est aussi l'incarnation de l'émergence d'un véritable écosystème Tech ivoirien ... • (Page 06)

Championnat de 1ère division

ASCK fait forte impression

La cinquième journée du championnat national de football de première division s'est disputée ce week-end dans les deux poules A et B. • (Page 11)

SETIF - TOGO Sarl - U
 Société d'Etude Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière
 Immobilier Général, Génie Civil, Travaux Publics, Import - Export

Route de séminaire - Agoè après la Cour d'Appel, à côté de l'IPP

(+228) 22 40 40 46
 (+228) 92 06 85 06
 Lomé - TOGO

togsetif@gmail.com
 www.setiftoogo.tg

...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...Nous comptons bien être fidèle ...

Diplomatie

L'OEACP et l'UE scellent un nouvel accord

Le ministre togolais des affaires étrangères et négociateur en chef de l'OEACP (Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) Prof. Robert Dussey et Jutta Urpilainen, négociateur en chef l'Union européenne (UE) ont paraphé le 15 avril 2021 à Bruxelles en Belgique un nouvel accord de partenariat pour les deux prochaines décennies.

• Eyram AKAKPO



• Le ministre togolais des affaires étrangères prof. Robert Dussey et Jutta Urpilainen, négociateur en chef de l'UE

Après près de deux ans et demi de négociation marquée par dix réunions des négociateurs en chef, cinq sessions de négociation et plusieurs échanges, l'OEACP et l'UE sont finalement parvenus à un accord le jeudi dernier dans la capitale européenne. « Je suis heureux d'annoncer que nous avons bouclé les négociations en vue d'un nouvel accord de partenariat OEACP-UE, et que nous apprêtons à parapher ce nouvel accord ce soir », s'est réjoui Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise. Ce nouveau socle de partenariat mutuel « constitue une base solide pour un nouveau renforcement d'une relation déjà solide avec l'Europe », a-t-il indiqué. L'accord prend en compte plusieurs domaines prioritaires ou non notamment le développement et de la croissance durable, les droits de l'homme, la paix et à la sécurité. Pour l'OEACP, le but est de transformer les économies de ses Etats membres en leur offrant les moyens de passer du statut d'exportateurs de matières premières et d'un produit de base unique à celui d'exportateurs de produits manufacturés à plus forte valeur ajoutée. « Nous avons convenu

d'un objectif commun, qui est la promotion du développement politique et socio-économique. Nous avons également convenu de la nécessité d'améliorer le bien-être social des citoyens de nos pays à travers le monde. Nous avons pour aspirations et objectifs communs de permettre à nos populations de mener des vies équilibrées dans des sociétés paisibles, sûres, résilientes, durables et fondées sur des droits », a expliqué le négociateur en chef des ACP. « Nos citoyens peuvent aujourd'hui voir le résultat de ces négociations. C'est grâce à eux que nous avons pu tenir notre promesse. Nous avons un accord qui nous permettra d'adopter

des politiques rationnelles de nature à améliorer les vies de millions de personnes des générations actuelles et futures. Nous passons maintenant à la prochaine étape, à savoir les préparatifs en vue de la signature et la ratification de l'Accord. Mais, le plus dur reste à faire, car il nous faudra veiller à ce que la mise en œuvre du nouvel Accord permette de répondre à nos aspirations », a-t-il ajouté. Il s'agit de rappeler que les négociations pour ce nouvel accord concernent les 27 pays de l'Union européenne (UE) et les 79 pays membres de l'OEACP. Il devrait représenter le plus grand cadre de coopération jamais institué à l'échelle mondiale.



AUX DECIDEURS...

Singapour d'Afrique de l'Ouest

Le ministère de la promotion des Investissements du Togo a signé mardi 17 avril 2021, un accord de partenariat avec Singapore Corporation Enterprise (SCE).

En tant qu'organisme gouvernemental, le SCE a le pouvoir de conclure des protocoles d'entente (PE) et des accords relatifs à des projets de collaboration du secteur public avec d'autres gouvernements étrangers et leurs États.

Grâce à la participation du SCE en tant que représentant du gouvernement de Singapour, il s'efforcera de garantir que les solutions sont mises en œuvre avec succès, en tirant parti des meilleures pratiques de Singapour, et en aidant à qualifier les experts et les entreprises de Singapour utilisés.

Le SCE s'est engagé dans divers modes de coopération avec d'autres pays pour partager avec eux l'expérience de Singapour dans un large éventail de domaines du secteur public. SCE assume généralement le rôle d'agrégateur et de chef de projet pour ces projets, travaillant aux côtés de partenaires du secteur public, du secteur privé ou des deux.

SCE travaille en étroite collaboration avec les 16 ministères de Singapour et plus de 60 conseils statutaires pour définir et adapter les solutions possibles pour répondre aux besoins des gouvernements étrangers et aider à atteindre leurs objectifs. SCE sert également de point focal d'accès à l'expertise de Singapour à travers ses agences publiques.

SCE est actuellement une branche intégrée d'« Enterprise Singapore », l'agence gouvernementale qui soutient le développement des entreprises et la croissance de Singapour en tant que plaque tournante du commerce mondial et des startups.

Le Togo se voit bien devenir le petit Singapour d'Afrique de l'Ouest. Car, le pays dispose d'un des plus importants ports de la région qui dessert les pays enclavés (Niger, Mali, Burkina Faso). Il ambitionne de devenir un hub logistique, une plateforme et services et un centre région de transformation agricole.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

RGPH-5 au Togo

7 milliards FCFA déjà mobilisés

Onze ans après le dernier Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) le quatrième du genre, le Togo s'est engagé à réaliser le cinquième durant la période 2021-2023. C'est dans ce cadre que le gouvernement et le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), Chef de file des partenaires techniques et financiers (PTF), ont organisé ce 15 avril 2021, une seconde table ronde, en ligne, en vue de lever des fonds pour le financement du gap nécessaire pour les activités de ce projet. Sur le budget global de 8,6 milliards FCFA attendus, 7 milliards FCFA sont déjà disponibles.

• Eyrarn AKAKPO

Le cinquième Recensement général de la population et de l'habitat une fois réalisé, permettra au Togo d'une part, de disposer des indicateurs nécessaires au suivi des agendas nationaux et d'autre part, de connaître la situation sociale de la population, y compris celle des personnes vulnérables notamment ceux vivant avec un handicap, les orphelins, les enfants, les personnes âgées et les femmes à des niveaux géographiquement désagrégés. Ce recensement qui se réalisera avec la spécificité de l'utilisation des technologies d'information et de Communication (TIC), se tient dans le contexte marqué par la mise en œuvre des agendas nationaux et internationaux notamment la feuille de route gouvernementale (2020-2025), l'agenda 2063 de l'Union Africaine et les objectifs du développement durable (ODD). « Ce recensement de la population et de l'habitat peut-on le dire, vient à point nommé. En effet, le gouvernement a adopté la feuille de route pour la période 2020-2025 en lien avec le Plan National de Développement (PND) et la



• Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence et Josiane Yaguibou, Représentante Résidente de l'UNFPA-Togo

Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre. Cette feuille de route comporte des priorités d'action de développement sur les cinq prochaines années. Elle vise à faire du Togo, un Pays de cohésion et de paix, et une Nation moderne avec une croissance économique inclusive et durable», a indiqué Sandra Ablamba Johnson, Ministre, Secrétaire générale de la Présidence. « Cette

vision nationale est articulée en trois axes stratégiques à savoir : (Axe 1) Renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales et consolider la paix ; (Axe 2) Dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ; et (Axe 3) Moderniser le pays et renforcer ses structures. Cet agenda gouvernemental se décline en dix (10) grandes ambitions autour de quarante-deux (42) projets et

réformes prioritaires. C'est dire donc que les résultats de ce recensement revêtent une importance capitale pour la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale » a-t-elle poursuivi. Pour la représentante résidente de l'UNFPA-Togo, l'importance du Recensement général de la population et de l'habitat n'est plus à démontrer. « L'UNFPA par ma

voix, se félicite de la volonté politique confirmée et de la détermination des Autorités togolaises de se donner les moyens de répondre efficacement à ces besoins de données socio-économiques et démographiques en lançant son 5ème Recensement général de la population et de l'habitat après celui conduit en 2010, se conformant ainsi à la périodicité décennale des recensements recommandée par les Nations Unies », a déclaré Josiane Yaguibou, Représentante Résidente de l'UNFPA-Togo. « Qu'il s'agisse de l'Agenda mondial de développement 2030, du Programme d'actions de la conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+25) ou encore de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, tous mettent une pression sans précédent sur les systèmes statistiques nationaux par une forte demande de données désagrégées dont une grande majorité ne peut être générée que par le biais des Recensements généraux de la population et de l'habitat», a-t-elle précisé.

Un plaidoyer payant
Pour la réalisation de ce

cinquième RGPH, le Togo nécessite un financement global de 8.698 520.200 FCFA. Mais la stratégie de plaidoyer mise en place par le pays a permis de mobiliser 7 milliards FCFA, soit 80% du coût global, dont trois (3) milliards ont été annoncés au cours de la table ronde qui a réuni le 15 avril le gouvernement et les partenaires techniques et financiers du Togo. Selon la secrétaire de la présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson, il est impérieux que les différents acteurs travaillent de manière à relever le défi. « Je lance un appel pressant à tous, en vue de la mobilisation du gap de 36% du budget soit 3,1 milliards de FCFA sur la période 2021 à 2023. Je nourris l'espoir qu'au sortir de cette table ronde, des annonces fermes seront enregistrées », a-t-elle lancé. La représentante résidente de l'UNFPA-Togo rassure que son institution accompagnera le gouvernement « dans leur démarche de mobilisation des ressources requises pour la réalisation de cette opération qu'est le Recensement Général de la Population et de l'Habitat ».

CMJN

Opérations en equity

L'Afrique est perçue comme la zone la plus attractive d'ici 10 ans

De belles perspectives s'annoncent pour le private equity en Afrique. Les investisseurs misent sur des années après covid-19 de nette progression.

68 % d'investisseurs considèrent l'Afrique comme la zone la plus attractive pour les investissements en private equity, au cours des 10 prochaines années, souligne une récente étude de l'Association africaine de capital-investissement et capital-risque (AVCA). Ces investisseurs, interrogés dans le cadre l'édition d'avril 2021 de « l'Afri-

can Private equity Industry Survey » sont optimistes et s'attendent sur le long terme, à une activité de private equity plus dynamique et positive sur le continent, malgré la période assez difficile de covid-19 sur ce secteur. Sur l'ensemble des cinq régions du continent africain, 71 % d'investisseurs considèrent l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest comme

les zones les plus attractives pour les investissements en equity sur les trois prochaines années. Ces deux zones sont suivies de près par l'Afrique de l'Est. Le classement va un peu plus loin en donnant des indications sur les économies les plus attrayantes, toujours sur les trois prochaines années. L'Afrique du Sud qui figurait parmi les quatre mar-



chés africains les plus attractifs dégringole et se retrouve à la 7e place. Le trio est désormais constitué du Kenya, de l'Egypte dont l'ascension

est intéressante, du Nigeria qui perd des places et du Maroc qui gagne des points. En termes de secteurs d'activités, les investisseurs ont identifié la santé, les services financiers, la technologie et les biens de consommation comme les segments les plus attractifs pour des investissements en Afrique, sur les trois prochaines années. De manière globale, l'étude

souligne un sentiment plutôt positif des investisseurs, concernant l'activité de private equity en Afrique sur le long terme. La pandémie qui sévit actuellement a certes affecté le secteur et suscité de l'inquiétude, mais pour l'avenir, les investisseurs semblent optimistes.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Chiffres clés		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Face à la crise sanitaire

Sani Yaya confirme la résilience de l'économie togolaise

Le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya a évoqué la situation économique, monétaire et financière du Togo au 31 décembre 2020 et a analysé avec les participants l'évolution du financement de l'économie, la qualité des services financiers du pays et établi des perspectives pour 2021, au cours de la première session de l'année du Conseil National de Crédit (CNC) tenu ce jeudi 15 Avril 2021 en visioconférence.

● Bernard AFAWOUBO

Les données disponibles en mars 2021 indiquent que notre économie s'est montrée beaucoup plus résiliente face à la crise sanitaire, grâce, entre autres, aux mesures d'incitations fiscales et de soutien à la demande prises par le gouvernement. Elle a affiché une croissance plus élevée des activités économiques que celle estimée en septembre 2020. Ainsi, le taux de croissance économique est révisé à la hausse à 1,8%. Cette progression est principalement portée par le regain d'activités dans les secteurs secondaires et tertiaires », a indiqué Sani Yaya, jeudi 15 avril 2021 au cours des assises du Conseil National de Crédit (CNC). Le taux d'inflation est contenu à 1,8% et celui de l'endettement est ressorti à 59% du PIB en 2020. En ce qui concerne la situation du financement de l'économie du pays en 2020, le Ministre note trois principaux points, dont le premier se caractérise par de nouveaux apports financiers substantiels au pays. Au cours de l'année dernière, les nouveaux crédits accordés par les banques au Togo sont estimés à 590 milliards FCFA, les nouveaux crédits accordés par les banques au Togo. Aussi, pendant cette même période, les crédits des institutions de microfinances aux opérateurs économiques, s'élèvent à 180 milliards FCFA, contre 179 milliards FCFA, en 2019. Le Ministre en charge de l'économie en évoquant le deuxième point a fait constater que le taux d'intérêt moyen pondéré des



● Le ministre de l'économie et des finances, Sani Yaya

crédits bancaires est demeuré à 7,7% en 2020, comme ce fut le cas en 2019. Il faut préciser que l'on note une hausse au niveau de certaines catégories comme la clientèle financière, les coopératives agricoles pour ne citer que celles-là. Le troisième point est relatif à l'appropriation des mesures prises par la BCEAO, par les banques et systèmes financiers. Concernant les banques, le montant global des échéances reportées est ressorti à 28 milliards FCFA, en faveur de 438 entreprises et de 1.454 particuliers. Comme impact positif, les créances sur l'économie ont été hissées à 1.306 milliards FCFA, au 31 décembre 2020. Pour Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances, ces évolutions encourageantes, résultent de l'effet conjugué des facilités offertes par la BCEAO, les mesures prises par le Gouvernement et les dispositions prises par les banques et institutions de microfinances. Pour ce qui est de la qualité des services financiers, il ressort des analyses que la qualité des services financiers

au Togo s'est améliorée courant l'année 2020. « Les améliorations concernent notamment l'offre de services de proximité par les banques et les systèmes financiers décentralisés, avec l'élargissement du réseau des distributeurs bancaires et l'installation de nouveaux points de services », a indiqué Sani Yaya. Par ailleurs, l'année 2020 a été aussi marquée par la prolifération des sociétés de placement non autorisées. Des sociétés caractérisées par des offres à des taux d'intérêt surréalistes aux souscripteurs. Relevant que ces pratiques exposent les populations vulnérables à un risque élevé de perte de leur épargne, le Ministre souligne que des dispositions sont prises pour mettre fin aux activités de ces sociétés. Selon les perspectives pour 2021, la progression de l'activité économique devrait s'accroître de 4,8%, en liaison avec les mesures prises pour une maîtrise des effets de la pandémie et une relance de la croissance économique.

Processus de passation des marchés publics

La seconde phase de formation démarre ce lundi

L'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) démarre la deuxième phase de formation à l'intention des personnes responsables des marchés publics, des membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics des communes d'Atakpamé, Kpalimé, Tsévié et Lomé ce lundi 19 Avril 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Après la première phase de formation à l'intention des personnes responsables des marchés publics, des membres des commissions de passation et de contrôle des marchés publics des communes des Régions des Savanes, Kara et Centrale qui s'est déroulée du 12 au 14 avril c'est le tour des communes d'Atakpamé, Kpalimé, Tsévié et Lomé de bénéficier de cette formation. Ainsi, les bénéficiaires auront trois jours pour cerner les règles de gestion des marchés publics et délégations de service public, en vue de conduire avec efficacité les processus d'acquisition publique de leurs communes conformément à la réglementation en vigueur. Cette seconde phase fait suite à la première qui s'était déroulée simultanément à Dapaong, Kara et Sokodé. Le Togo dispose de 117 communes réparties sur l'ensemble du territoire national.



Celles-ci sont dotées d'un statut d'autorité contractante suivant la loi relative aux marchés publics et par conséquent sont tenues de faire leurs acquisitions en adoptant les procédures et les pratiques respectant les exigences en matière d'achat public. C'est dans cette optique qu'après la fin de la première phase de formation qui s'est déroulée du 12 au 14 avril dernier, l'ARMP entend poursuivre avec la deuxième phase de formation du 19 au 21 avril prochain simultanément à Atakpamé et à Kpalimé pour les représentants des communes de la Région des Plateaux, à Tsévié pour les représentants des communes de la Région mari-

time et à Lomé pour ceux du Grand-Lomé. Durant trois jours, il s'agit de définir le cadre réglementaire, institutionnel et les missions des différents organes du système des marchés publics au Togo ainsi que leur relation fonctionnelle ; de présenter les responsabilités et obligations auxquelles sont soumis les membres des organes de gestion des marchés publics et délégations de service public ; d'énumérer et définir les principes fondamentaux qui guident la commande publique et déterminent la régulation des marchés publics ; de distinguer les différentes phases du processus d'acquisition publique et d'expliquer les bonnes pratiques qui régissent la mise en œuvre des étapes successives qu'elles comportent et de disposer des outils pour contrôler la régularité du processus de mise en œuvre des marchés publics.

Afrique

Le DFC américain revendique 1 milliard \$ d'investissements en 2020

Les USA ont un intérêt croissant ces dernières années pour l'Afrique et le démontrent à travers leurs institutions. Mais il faut encore qu'ils diversifient les engagements vers des secteurs prioritaires de la région.

L'US International Development Financial Corporation (DFC), la nouvelle institution américaine en charge du financement du développement dans le monde, a annoncé pour l'année 2020, des engagements de l'ordre de 1 milliard \$, apprend-on des données publiées sur son site internet. Dans le détail, 539 millions \$ ont été injectés sous la forme de dette, 422 en couverture des risques sur des investissements et seulement 50 millions d'apport à des fonds d'investissement. Cette performance ne peut faire l'objet de comparaison sur plusieurs périodes. 2020

était le premier exercice plein de l'institution qui est entrée en activité en 2019. Mais on note que ses engagements sur le continent noir ont représenté environ 21% de ce qu'il a engagé sur l'ensemble des marchés émergents sur la période de référence (4,7 milliards \$). Le DFC a été érigé en remplacement de l'ancien OPIC, en pleine compétition entre l'administration américaine dirigée par le président Donald Trump, et la Chine, dont on loue le succès en Afrique. Il semble donc placer ce continent dans la liste de ses priorités. Après la nomination d'un responsable

pour l'Afrique en 2020, l'institution veut mettre en place un conseil pour l'y accompagner dans ses activités. Ses responsables ont récemment nommé Kyle Murphy, un expert américain de l'Afrique, comme conseiller de son directeur général. Sur les trois derniers mois, les engagements de 2020 sont déjà dépassés et se rapprochent de 1,66 milliard \$. Mais il faut dire que 90% de cet engagement (1,5 milliard \$), ont été déployés au Mozambique en garantie du développement d'un projet gazier.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Marché financier régional

Le Togo collecte 82,5 milliards FCFA

Le Togo a mobilisé, vendredi 16 avril 2021 sur le marché financier régional, 82,5 milliards FCFA pour alimenter le trésor public. Une mobilisation correspondant à 41,6% du total de souscriptions enregistrées, soit un taux de couverture de 265% alors que le pays ne recherchait que 75 milliards FCFA.

**COMPTE RENDU D'ADJUDICATION D'OBLIGATIONS DE RELANCE DU TRESOR**

Emetteur : ETAT DU TOGO

Nature des titres	: OBLIGATIONS DE RELANCE DU TRESOR		
Montant global mis en adjudication	: 75 000 millions de FCFA,	dont en ONC :	ND
Date d'adjudication	: 16/04/2021		
Date de valeur	: 19/04/2021		
Code ISIN	: TG0000001551	TG0000001569	TG0000001544
Dénomination de l'émission	: TG0000001551-OAT-04-2026	TG0000001569-OAT-04-2028	TG0000001544-OAT-04-2031
Adjudication n°	: ADJ-TG0000001551-OdR5A-8-2021	ADJ-TG0000001569-OdR7A-9-2021	ADJ-TG0000001544-OdR10A9-2021
Durée	: 5 ans	7 ans	10 ans
Date d'échéance	: 19/04/2026	19/04/2028	19/04/2031
Valeur nominale unitaire	: 10 000 FCFA	10 000 FCFA	10 000 FCFA
Taux d'intérêt fixe annoncé	: 5,90%	6,15%	6,25%

Montant global des soumissions	: 198 882,730 millions de FCFA,	dont en ONC :	ND
Soumissions retenues	: 82 500,000 millions de FCFA,	dont en ONC :	ND
Soumissions rejetées	: 116 382,730 millions de FCFA,	dont en ONC :	ND
Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions	: 265,18%	Taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues :	110,00%
Taux d'absorption	: 41,48%		

	OAT 5 ans	OAT 7 ans	OAT 10 ans
Nombre de participants	16	22	16
Nombre de soumissions	43	71	55
Montant global des soumissions	67 811,080 millions de FCFA, dont ONC :ND	44 334,590 millions de FCFA, dont ONC :ND	86 737,060 millions de FCFA, dont ONC :ND
Soumissions retenues	8 250,000 millions de FCFA, dont ONC :ND	15 512,940 millions de FCFA, dont ONC :ND	58 737,060 millions de FCFA, dont ONC :ND
Soumissions rejetées	59 561,080 millions de FCFA, dont ONC :ND	28 821,650 millions de FCFA, dont ONC :ND	28 000,000 millions de FCFA, dont ONC :ND
Taux d'absorption	12,17%	34,99%	67,72%
Taux/Prix marginal	100,5000%	100,1500%	99,0000%
Taux/Prix moyen pondéré	100,5117%	100,3125%	99,4624%
Rendement moyen pondéré	5,78%	6,09%	6,32%

RESULTAT GLOBAL (EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

LIEU DE SOUMISSION	MONTANT PROPOSE			MONTANT RETENU		
	OAT 5 ans	OAT 7 ans	OAT 10 ans	OAT 5 ans	OAT 7 ans	OAT 10 ans
BENIN	26 161,080	9 408,590	13 562,060	5 000,000	3 000,000	9 562,060
BURKINA FASO	4 000,000	7 680,000	7 500,000	1 000,000	1 000,000	3 500,000
COTE D'IVOIRE	7 600,000	12 596,000	20 000,000	0,000	5 119,540	19 000,000
GUINEE-BISSAU	0,000	0,000	5 000,000	0,000	0,000	5 000,000
MALI	2 000,000	1 000,000	0,000	2 000,000	0,000	0,000
NIGER	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
SENEGAL	6 050,000	4 550,000	7 675,000	250,000	1 050,000	6 675,000
TOGO	22 000,000	9 100,000	33 000,000	0,000	5 343,400	15 000,000
AUTRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
TOTAL		198 882,730			82 500,000	

Dakar le 16 avril 2021

Le Directeur de UMOA-Titres

Le Directeur Général du Trésor et de la
Comptabilité Publique du Togo

Bld. Général De Gaulle
BP : 4709 Dakar RP – Sénégal
Tél. : +221 33 849 28 28
E-mail: agenceumoatitres@umoatitres.org
Site web: www.umoatitres.org

Startup

CinetPay, la FinTech qui grimpe

Sa croissance semble infinie et ses perspectives paraissent sans-limite. CinetPay est aussi l'incarnation de l'émergence d'un véritable écosystème Tech ivoirien. La startup ivoirienne connaît une éclosion qui semble sans limite. Après seulement 4 années, son fondateur Idriss Marcial Monthe, CEO et cofondateur de CinetPay Côte d'Ivoire ne fait plus mystère d'une ambition à la hauteur des besoins immense de notre continent.

● Rudy CASBI

Les startups africaines parviennent à créer de la croissance au sein d'écosystèmes où les besoins sont considérables notamment dans la FinTech. D'ici 2025, CinetPay – Fintech – espère atteindre le seuil de millions d'euros de chiffre d'affaires avec une couverture sur quinze pays. «Imaginez, nous avons débuté avec trois employés en 2016. Aujourd'hui, nous en comptons 40», se rappelle Idriss Marcial Monthe. Si cette startup ne dissimule pas sa satisfaction, c'est qu'elle réussit un pari souvent jugé difficile pour une jeune pousse technologique du continent: l'implantation dans un pays de la diaspora - en France. «Les perspectives sont énormes, dans la mesure où le marché est vaste, dynamique et en

marketing, la firme qui offrira le meilleur rapport qualité-prix prendra une avance certaine sur ses concurrents», explique-t-on au sein de la startup en insistant sur l'adaptabilité - facteur clé du développement pour toutes entreprises. «Nous avons mis en place un protocole précis, pour protéger nos ressources humaines et on peut dire que l'impact du covid19 fût moindre». A ce rythme, les innovations devraient encore se multiplier dans les prochaines années.

La 'clientophilie' une science inexacte mais un art prépondérant

Malgré cet engouement, les obstacles à soulever demeurent encore nombreux. «En tant que chef d'entre-

prise, nous savons les difficultés pour les entrepreneurs digitaux de se faire payer, du fait de la dominance des moyens de paiement bancaires en ligne, inadaptés aux réalités du marché africain et de la difficulté d'accéder aux moyens de paiement Mobile Money», explique-t-on au sein de CinetPay. C'est justement ce constat qui a été l'élément déclencheur de la création de la startup CinetPay. L'objectif étant d'offrir une plate-forme simple et facilement accessible pour aider les entreprises à démarrer, développer et gérer leur business depuis un site web, une application digitale ou un centre commercial. Un cocktail détonnant pour les bénéficiaires des prestations qui peuvent encaisser-transférer l'argent à partir d'un compte mobile-money et



● Idriss Marcial Monthe, CEO et cofondateur de CinetPay Côte d'Ivoire

d'une carte bancaire.

L'innovation, meneur de jeu de l'entreprise ?

Le challenge à relever est bien connu des spécialistes de la thématique. Parfois, un marchand est obligé de maintenir jusqu'à trois comptes

MTN, Moov et Orange Money pour la réception des paiements mobiles des trois opérateurs. A cela, il faut ajouter le problème au niveau des terminaux et l'impérieuse nécessité d'intégrer toutes les solutions techniques pour favoriser le paiement en ligne. «Cela peut prendre plusieurs mois», expliquent certains experts. Hormis les entreprises, les particuliers aussi sont confrontés à cette problématique dans leur quotidien. L'objectif était aussi de permettre aux Africains de payer leurs biens par tous les canaux. Les consommateurs peuvent ainsi accéder à de nombreux services basiques de la vie quotidienne en Côte d'Ivoire, mais aussi dans toute la sous-région et dans la partie centrale du continent.

Lutte contre la corruption

La BAD et l'OCDE appellent à plus de vigilance

La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) ont estimé, lors d'une table ronde virtuelle organisée mercredi 14 avril, que le contexte actuel lié à la pandémie de Covid-19 nécessitait une vigilance accrue dans la promotion de la conformité des entreprises et de lutte contre la corruption, en particulier en Afrique.

● Junior AREDO LA

Bons du trésor

La Côte d'Ivoire lève 57 milliards FCFA sur le MFR

L'Etat de Côte d'Ivoire, à travers sa Direction générale du trésor et de la comptabilité publique, a levé le 15 avril 2021 un montant de 57 milliards de FCFA (85,500 millions d'euros) sur le marché financier régional (MFR) de l'Union monétaire ouest africaine (UMO) à l'issue de son émission par adjudication de bons assimilables du trésor (BAT) de maturité 91 et 182 jours.



Sur un montant global mis en adjudication de 60 milliards de FCFA, le trésor public ivoirien s'est retrouvé avec 111 milliards de FCFA de soumissions globales faites par les investisseurs. Ce qui correspond à un taux de couverture du montant mis en adjudication de 185%. Sur le montant des soumissions, l'émetteur a cependant retenu que 57 milliards de FCFA et rejeté les 54 milliards de FCFA restants, soit un taux d'absorption de 51,35%. Les ressources retenues sont destinées à assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat de Côte d'Ivoire. Le rendement moyen pondéré s'est établi à 2,67% pour les

Avec financialafrik.com

Table ronde de l'OCDE sur l'intégrité des entreprises

Conformité des Entreprises en matière d'Anti-Corruption en Afrique

Pratiques, Défis et Perspectives

Lutte contre la corruption en Afrique : la Banque africaine de développement et l'OCDE appellent à plus de vigilance dans le contexte actuel de crise sanitaire



La rencontre intitulée « Conformité des entreprises en matière de lutte contre la corruption en Afrique : pratiques, défis et perspectives » a permis de dresser un état des lieux des efforts de lutte contre la corruption et pour la promotion des bonnes pratiques à travers différentes expériences vécues par les panélistes. « La très forte audience que nous enregistrons pour cette table ronde, avec une participation record, témoigne de l'intérêt porté à ce sujet, a constaté Patrick Moulette, chef de la Division anti-corruption à l'OCDE. En 2020, 41 économies africaines ont connu une baisse de leur PIB en raison de la crise sanitaire. Avec la pandémie de Covid-19, l'Afrique a été confrontée à sa pire récession économique depuis un demi-siècle. » « Dans ce contexte, a-t-il ajouté, il nous apparaît encore plus que jamais important d'intensifier les efforts de lutte contre la corruption et de renforcer en particulier l'intégrité des entreprises afin d'assurer une

bonne reprise économique en Afrique, notamment grâce au secteur privé. » Pour la Banque africaine de développement, la lutte contre la corruption est manifeste tant elle est présente dans les activités internes quotidiennes de l'institution ainsi que dans ses rapports avec ses prestataires envers lesquels elle adopte une politique de tolérance zéro en matière de pratiques frauduleuses.

Crise sanitaire inédite

D'une ampleur inédite, la crise sanitaire suscite des risques de nouvelles formes de corruption pour lesquelles il faudra des réponses innovantes, a reconnu Mme Santos Da Costa. « La pandémie a redéfini les méthodes de production, qui ont entraîné des risques opérationnels liés à la numérisation accrue engendrant une nouvelle typologie de fraudes et de corruption. Les réponses à ces nouveaux défis doivent être trouvées à travers des solutions innovantes », a-t-elle déclaré. Dans le cadre du panel qui a été modéré par Elsa Gopala Krishnan, analyste juridique

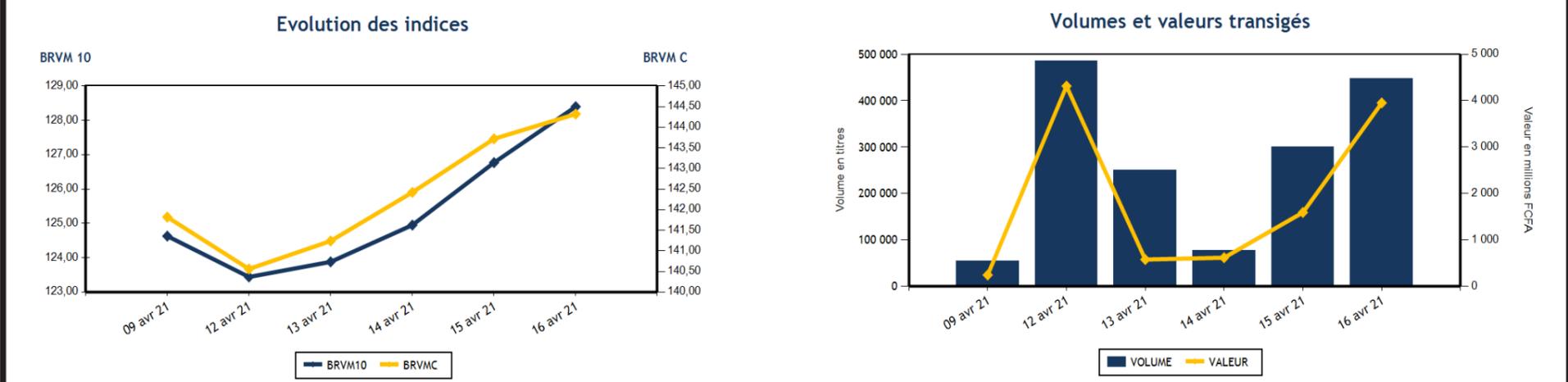
principale dans la Division anti-corruption de l'OCDE et conclu par Evelynne Change, chef de la gouvernance, Bureau de coordination de la gouvernance et de la gestion des finances publiques, à la Banque africaine de développement, trois personnalités aux profils différents mais complémentaires ont présenté leurs expériences en matière de conformité d'entreprise et de lutte contre la corruption. Les intervenants ont évoqué tour à tour le besoin en leadership, la nécessité de la volonté politique, l'éducation de la jeunesse ainsi que le rôle des femmes et des jeunes dans les efforts de lutte contre la corruption en Afrique. L'homme d'affaires Cas Coovadia, président de Business Unity South Africa (BUSA), a insisté sur la contribution importante des organisations professionnelles dans la lutte contre la corruption et la promotion de la conformité. « Ces associations d'hommes d'affaires doivent assumer le leadership de la lutte contre la corruption et l'avènement des valeurs éthiques en y travaillant au quotidien, en encourageant leurs membres dans cette voie. Mais en sanctionnant aussi les entreprises qui ne se conforment pas aux règles définies. Ce qui suppose un certain courage », a-t-il affirmé. S'agissant de la

crise sanitaire, il a souligné que la pandémie a soulevé des risques de corruption supplémentaires mais favorise également les opportunités pour promouvoir des programmes de conformité efficaces.

Adapter les normes au contexte local

Pour Mme Jovita Fazenda, Chef des affaires réglementaires de Multichoice au Mozambique et membre de la Coalition pour l'intégrité organisationnelle au Mozambique, il est important que les normes internationales de promotion de la conformité et de la lutte contre la corruption soient adaptées aux réalités nationales voire locales. « Nous avons noté un regain d'intérêt des entreprises pour les enjeux de lutte contre la corruption et de promotion de la conformité, a-t-elle expliqué. Il faut aller plus loin en renforçant les capacités de ces entreprises nationales, publiques et privées. Mais il faut aussi travailler à adapter les normes internationales au contexte du pays. » Elle a également évoqué l'importance de l'implication des femmes dans les questions d'éthique et de conformité des affaires, un sujet auquel elle contribue par sa participation dans le Réseau des femmes engagées dans les questions d'éthique et de conformité en Afrique.

BRVM 10	128,40		BRVM Composite	144,32
Variation Jour	↑ 1,29 %	BULLETIN OFFICIEL DE	Variation Jour	↑ 0,42 %
Variation annuelle	↓ -1,89 %	LA COTE	Variation annuelle	↓ -0,72 %
		N° 74	vendredi 16 avril 2021	
		Site : www.brvm.org		



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 343 312 625 026	0,42 %
Volume échangé (Actions & Droits)	157 927	-36,68 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 055 827 315	-2,92 %
Nombre de titres transigés	39	0,00 %
Nombre de titres en hausse	11	-15,38 %
Nombre de titres en baisse	18	20,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-9,09 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	4 685	7,45 %	52,11 %
SITAB CI (STBC)	800	6,67 %	50,94 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 500	6,06 %	-10,14 %
BERNABE CI (BNBC)	630	5,88 %	5,00 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	970	4,86 %	-21,77 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 327 570 666 619	0,02 %
Volume échangé	289 591	475,45 %
Valeur transigée (FCFA)	2 895 912 950	475,86 %
Nombre de titres transigés	16	128,57 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	11	120,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CROWN SIEM CI (SEMC)	200	-6,98 %	0,00 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 365	-5,86 %	-15,22 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 615	-4,87 %	-12,89 %
CIE CI (CIEC)	1 380	-3,83 %	-8,00 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 750	-3,60 %	2,04 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	41,03	0,59 %	13,19 %	10 074	16 891 775	14,05
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	423,35	0,92 %	3,14 %	72 614	951 735 650	8,29
BRVM - FINANCES	15	56,15	-0,07 %	-6,40 %	19 445	57 957 215	8,76
BRVM - TRANSPORT	2	353,64	-0,34 %	-6,61 %	1 369	1 984 300	6,23
BRVM - AGRICULTURE	5	119,43	1,25 %	38,01 %	2 257	4 801 745	8,72
BRVM - DISTRIBUTION	7	203,11	0,15 %	-10,30 %	17 324	12 003 380	12,39
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	0,00 %	7,14 %	34 844	10 453 250	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,53	
Taux de rendement moyen du marché	7,79	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,52	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	166 271,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 057 898 109,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,32	
Ratio moyen de satisfaction	61,81	
Ratio moyen de tendance	4 697,87	
Ratio moyen de couverture	2,13	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	7,38	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

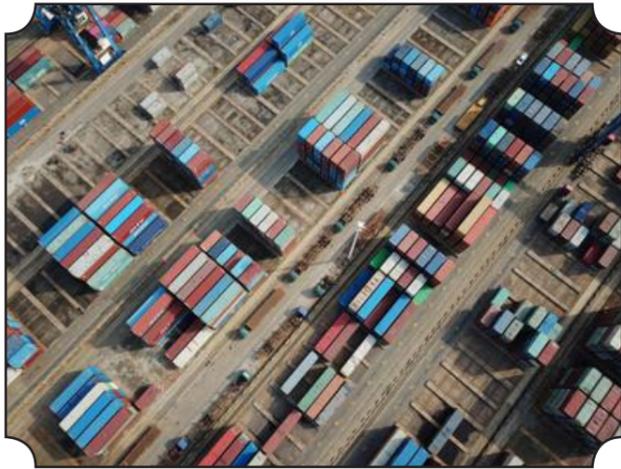
 <small>BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou 01 BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77</small>	 <small>BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 600 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small>	 <small>CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 2002 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small>	 <small>GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pasteur Nalima CP 88 Bissau Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02</small>	 <small>MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1306 - Bamako Tél : (223) 49 98 18 18 Fax : (223) 44 98 18 11</small>	 <small>NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 02 Fax : (227) 20 73 69 47</small>	 <small>SENEGAL 7, rue Jean Mermoz BP: 6906, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small>	 <small>TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble S23 Togo BP : 3262 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 28 33 41</small>
--	---	--	---	--	---	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Chine

Croissance record au premier trimestre

Remise de la pandémie de Covid-19, l'économie chinoise enregistre une croissance record de 18% durant les trois premiers mois de 2021, même si « la reprise est inégale ».



Croissance record mais reprise inégale: la Chine a vu son produit intérieur brut (PIB) bondir de 18,3% sur un an au premier trimestre, un chiffre à nuancer alors que l'activité était paralysée l'an dernier par l'épidémie. Il y a un an à la même période, le PIB de la Chine s'était effondré de 6,8%, sa pire performance en 44 ans. L'amélioration progressive des conditions sanitaires lui a permis ensuite de retrouver un niveau

d'activité pré-pandémie en fin d'année dernière. Et le pays a été l'un des rares à dégager une croissance positive en 2020 (+2,3%). «Dans l'ensemble, la reprise s'est poursuivie au premier trimestre» 2021 et cela marque «un bon départ», a relevé devant la presse une porte-parole du Bureau national des statistiques, Liu Aihua. Sur un an, la Chine signe une croissance record depuis le début de ses publications trimestrielles sur le PIB en

1992. Cette forte accélération était largement anticipée: un groupe d'analystes sondés tablait d'ailleurs sur une hausse encore plus importante (18,7%). Par rapport au trimestre précédent, soit une base de comparaison plus réaliste, l'évolution du PIB est en revanche bien plus modeste (+0,6%), loin des prévisions d'analystes (1,7%). «Les fondements de la reprise doivent être consolidés», a averti Mme Liu, évoquant les «incertitudes» qui persistent dans le monde sur le plan épidémique.

«Reprise inégale»

La flambée du chiffre trimestriel est principalement liée à la faible base de comparaison avec le début 2020 quand l'économie chinoise était paralysée par le virus, a admis Mme Liu. Conséquence, le chiffre de la croissance «ne renseigne guère sur la dynamique actuelle de l'économie», prévient l'analyste

Julian Evans-Pritchard, du cabinet Capital Economics. Bien que sujet à caution, le chiffre officiel du PIB de la Chine est toujours scruté de près compte tenu du poids du pays dans l'économie mondiale. «Le principal moteur de la croissance au premier trimestre ont été les exportations» en particulier de produits électroniques (pour le télétravail) et d'équipements médicaux vers les Etats-Unis et l'Union européenne, déclare l'économiste Rajiv Biswas, du cabinet IHS Markit. En mars, les exportations chinoises sont restées robustes (+30,6% sur un an), au moment où une grande partie du monde était toujours frappée par l'épidémie. Cependant, «la reprise reste inégale, avec une consommation de ménages à la traîne» du fait notamment du chômage, a relevé dans une note l'analyste de la banque HSBC, Qu Hongbin. Les ventes de détail, principal indicateur de la consumma-

tion, ont connu une hausse de 34,2% sur un an en mars, contre 33,8% en janvier-février cumulés, seule donnée disponible. Mais certains secteurs peinent à retrouver leur niveau pré-pandémie, à l'image du transport aérien et ferroviaire dont le niveau d'activité plafonne à 60%.

Tableau incomplet

«Un rebond complet de la consommation des ménages est conditionné à la campagne de vaccination et à une amélioration du marché du travail», estime l'analyste du cabinet Oxford Economics, Louis Kuijs. Le taux de chômage (calculé pour les seuls urbains) s'est affiché en mars à 5,3%, après un record absolu de 6,2% en février 2020 au plus fort de l'épidémie. Ce critère dresse toutefois un tableau incomplet de la conjoncture: en Chine, le chômage ne tient pas compte des près de 300 millions de travailleurs mi-

grants, d'origine rurale, lourdement pénalisés l'an dernier par l'épidémie. De son côté, la production industrielle a progressé de 14,1% en mars, contre 35,1% en janvier-février cumulés. Quant à l'investissement en capital fixe, sa croissance depuis le début de l'année s'affichait fin mars à 25,6%. Désormais remis du choc épidémique, Pékin vise un objectif de croissance d'au moins 6% cette année, un chiffre bien plus modeste que la plupart des prévisions d'économistes. «De fortes exportations combinées à une solide amélioration de la consommation intérieure» seront les principaux moteurs pour la croissance chinoise, ces prochains mois, estime M. Biswas. Le Fonds monétaire international (FMI) table pour sa part sur une hausse de 8,4% du PIB de la seconde économie mondiale en 2021.

(AFP)

Intelligence artificielle

Twitter recherche plus d'éthique et plus de transparence

La plateforme cherche à rendre ses algorithmes de «machine learning» plus éthiques et à donner davantage de pouvoir aux utilisateurs.

Twitter a présenté mercredi ses travaux en cours pour rendre plus éthiques les algorithmes à l'œuvre dans les coulisses de la plateforme, et aussi pour donner plus de contrôle aux utilisateurs, une façon de répondre aux critiques sur les dangers liés à ces technologies. Le réseau social dit vouloir améliorer ses algorithmes de «machine learning», c'est-à-dire les règles informatiques qui permettent aux ordinateurs d'«apprendre» automatiquement à partir des données. Grâce à ces systèmes dits d'intelligence artificielle (IA), la plateforme «dédit» en fonction de la navigation d'un utilisateur qu'il préfère les vidéos de chats à celle de chiens, par exemple. Mais «quand Twitter utilise le +machine learning+, cela peut avoir des conséquences pour des centaines de millions de tweets par jour, et parfois un système peut se comporter différemment de l'intention selon laquelle il a été conçu», reconnaît la société californienne. Les algorithmes des réseaux sociaux permettent de personnaliser automatiquement les fils de milliards d'utilisateurs, mais ils sont accusés de favoriser les contenus inflammatoires ou clivants, qui propagent la désinformation ou la haine dans les sociétés. Twitter,



Facebook et les autres plateformes sont régulièrement ébréolées sur ces sujets par des ONG et élus politiques.

Modération plus «décentralisée»

Jack Dorsey, le fondateur et patron du réseau des gazouillis, a fait part à plusieurs reprises de son désir de donner plus de pouvoir sur l'IA aux utilisateurs, actuellement très passifs, et aussi de rendre la modération des contenus plus «décentralisée». «On peut imaginer que vous classiez les algorithmes en fonction de ce que vous voulez voir», a-t-il suggéré en février, lors de la conférence aux analystes après la publication des résultats financiers du groupe. «Le choix algorithmique donnera plus de contrôle aux utilisateurs pour façonner le Twitter qu'ils veulent. Nous sommes à un stade exploratoire sur ce sujet», a précisé l'entreprise mercredi. Selon

(AFP)

Ville de Bitche

Les robots de Facebook ont encore frappé

Cette bourgade située dans le Grand Est de la France s'est retrouvée expropriée sans explications du réseau social américain. À la grande contrariété de sa gestionnaire.

Compte tenu des pratiques de Facebook, connues depuis la nuit des temps (ère numérique), cette histoire est d'une affligeante banalité. Le péché originel pour cette charmante bourgade de plus de 5000 âmes située en Moselle, dans le Grand Est de la France, est de porter le nom de Bitche. «Bitche, Bitche, c'est un petit nom charmant», dirait Fernandel, mais pour les robots de Facebook, chasseurs radicaux des mots qui fâchent, bitch (ou bitches) cela veut surtout dire « salope » ou « chiennes », un vocabulaire qui ne saurait être employé sur le réseau social américain. Et on ne va pas ergoter sur le «e» de trop ou sur le «s» manquant, le langage binaire ne s'embarrasse pas de ces subtilités. Toujours est-il que ce petit détail de l'histoire embarrasse fortement Valérie Degouy, la responsable communication pour la ville, rapporte «Radio Mélodie» sur son site après lui avoir donné la parole sur ses ondes. Cette dernière a en effet constaté dernièrement la totale disparition de la page Facebook dont elle a la charge.

Un bonheur ne vient**jamais seul**

Et comme un bonheur ne vient jamais seul, elle s'est ensuite retrouvée victime de la loi dite de «l'emmerdemment maximum». Le 19 mars dernier, elle fait appel de la décision de Facebook, via le formulaire idoïne. Pas de réponse. Elle tente de contacter en message direct Facebook France. Pas de réponse non plus. Comme la bougresse insiste, la filiale du réseau social américain finit, de guerre lasse, par l'informer que la division n'est pas compétente pour agir et qu'il convient d'attendre la prise en compte de la réclamation déjà faite. Impuissante, Valérie ne trouve alors pas d'autre solution – temporaire, espère-t-elle – que de créer une nouvelle page sobrement titrée «Mairie 57230» (en référence au code postal de la ville) ou seul un logo circulaire laisse deviner

le mot «Bitche» légèrement tronqué. Tout cela afin de ne point éveiller les soupçons des crétins, zélés mais crétins, labradors numériques qui reniflent quelque part, depuis une galaxie lointaine, très lointaine. L'affaire s'est heureusement dénouée mardi. La page a été republiée, trois semaines après sa suppression, indique Facebook France à l'AFP en concédant une «analyse incorrecte de la part de nos systèmes». «Ce qui arrive aujourd'hui démontre l'insuffisance et les limites des outils de modération que seul un regard humain peut apprécier», réagit le maire de Bitche, Benoît Kieffer. L' élu invite le patron du géant du numérique, Mark Zuckerberg, à se rendre à Bitche pour «découvrir notre jolie cité fortifiée» et «honorer (...) la mémoire de ses compatriotes (...) américains qui, sous la bannière de la 100e Division d'Infanterie, ont libéré Bitche de l'occupation allemande au printemps 1945». Des «libérateurs qui se sont alors eux-mêmes dénommés, avec fierté et ironie, the Sons of Bitche, ajoute, narquois, Benoît Kieffer.

Avec Lematin.ch

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Attendez de préférence encore quelques jours pour tenter de régler des problèmes financiers compliqués. Bien soutenu par la planète Saturne, vous ferez alors preuve d'une extraordinaire lucidité.

Taureau Excellentes perspectives matérielles. N'hésitez pas à innover, à sortir des sentiers battus. Vos idées vaudront de l'or. En matière de placements, misez aussi sur la nouveauté.

Gémeaux Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

Cancer Vous continuerez à mener grand train et à faire des dépenses extravagantes comme si la fête n'était jamais terminée. Pensez à vérifier l'état de votre compte en banque ; voilà une précaution qui s'impose.

Lion Pourquoi ne pas acheter un billet de loterie ? Avec la chance que vous avez en ce moment, vous pourriez gagner le gros lot ou du moins sauver votre mise. Mais ne dépensez pas ce que vous n'aurez pas gagné.

Vierge Sur le plan financier, vous gèrerez votre budget avec une plus grande rigueur et vous consolidez progressivement votre situation matérielle.

Balance Vous êtes de ceux qui ont su s'adapter au monde moderne, et vous en recevez les fruits depuis quelque temps. Uranus a dynamisé votre gestion financière, et cette évolution bénéfique se poursuivra encore longtemps. Hormis cette influence majeure, votre Ciel sera assez neutre en matière d'argent.

Scorpion Ne prenez pas en charge les problèmes financiers d'autrui. Pensez plutôt à gérer votre patrimoine avec rigueur et vigilance. Evitez de conclure des transactions financières ou commerciales ce jour ; le bilan serait décevant, sinon catastrophique.

Sagittaire Mercure, le maître du commerce et de l'intelligence, va vous aider à effectuer des transactions financières intéressantes. Son impact positif sera renforcé par le soutien de Jupiter, le maître de la chance. Votre compte en banque pourra donc commencer à gonfler à vue d'oeil !

Capricorne Attention aux désillusions financières dues au mauvais calcul du montant de vos ressources disponibles ! De plus, cette position de Mercure laisse présager soit une rentrée d'argent inespérée, soit, plus certainement, une fâcheuse tendance à gaspiller l'argent du ménage. Les deux pourront arriver en même temps d'ailleurs.

Verseau Privé de l'appui de Jupiter, vous ne pourrez guère compter, comme dernièrement, sur d'appréciables petits coups de chance. Il faudra par conséquent faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Evitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

Poissons Attention à la planète Jupiter mal aspectée ! Il vous est formellement déconseillé de vous lancer dans des opérations spéculatives, quelle qu'en soit la nature, et à plus forte raison si elles vous amènent à risquer tout ou partie du patrimoine familial. La politique taoïste du non-agir sera idéale pour le moment.

L'économiste

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 vaccin.covid19.gouv.tg



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Coordination Nationale de
Gestion de la Riposte contre la
COVID-19



**CORONAVIRUS
AU TOGO**



@Covid19TG

Energie solaire au Togo

Bientôt 50 000 lampadaires pour 12 000 localités

Dans le cadre de la stratégie nationale d'électrification du Togo, ainsi que la suite du projet FASEP DGT, Sunna Design et le Togo travaillent à l'installation de lampadaires dans les villages qui seront équipés de kits solaires.



● Bernard AFAWOUBO

À Togo, les autorités du pays ont lancé une stratégie ambitieuse d'électrification totale du pays à l'horizon 2030. Ceci dans l'optique de permettre aux 550 000 togolais vivant dans 12 000 localités rurales de bénéficier des bienfaits de l'éclairage public solaire, sécuritaire et créateur de valeur sociale et économique. Né du constat de la défaillance des réseaux existants à l'issue d'une étude dans plus de 80 localités, le projet, co-développé via un PPP innovant par Sunna (leader de l'éclairage public solaire en zone rurale et périurbaine subsaharienne) et le Togo, se caractérise par un service durable et sans interruption notamment le déploiement de points lumineux dans les localités prioritaires, identifiées et préalablement étudiées; L'utilisation de la

technologie durable et éprouvée ISSL+, un lampadaire intégré et connecté, équipés de batterie NIMH résistantes aux fortes températures; La définition d'un cadre étendu de garantie, basée sur la participation et le renforcement d'un écosystème d'opérateurs locaux; La mise à disposition aux pouvoirs publics, partenaires privés et financiers d'une plateforme transparente de suivi du déploiement et de la performance détaillée des équipements. Par ailleurs, la mise en place de réseaux d'éclairage solaires dans le sous-continent se heurte cependant à des problématiques majeures à savoir : Les réseaux d'éclairage publics ne permettent pas de générer des revenus directement identifiables et donc d'attirer des financements long termes et bon marchés; Les Etats sont donc contraints d'acheter comptant des équipements de moins bonne qualité, avec des

services de maintenance et de garantie quasi inexistant; Le manque de ressource nécessaire au déploiement, à l'opération et la maintenance de ces réseaux, accélère leur défaillance; De manière plus générale, les Etats doivent renouveler plus rapidement, sans financement et à plus grands frais des réseaux d'éclairage plus souvent défectueux en particulier dans les zones les moins desservies. Tout ceci va être possible à travers une stratégie de financement adaptée comme la mise à profit d'un prêt du semi-concessionnel de la Direction Générale du Trésor Française; Un contrat d'assistance technique (AMO) permet les études et la définition du plan de déploiement ; le co-financement par la République Togolaise et le partage par l'AT2ER, l'agence d'électrification rurale Togolaise. Un potentiel de réplication important au Togo, où les pouvoirs publics visent l'installation de plus de 120 000 lampadaires d'ici 2030. Aussi, dans plusieurs autres pays d'Afrique Sub-Saharienne ou Sunna Design développe des projets similaires.

Championnat de 1ère division

ASCK fait forte impression

La cinquième journée du championnat national de football de première division s'est disputée ce week-end dans les deux poules A et B. En avancé le samedi dans la zone nord, l'Association sportive des conducteurs de la Kozah (ASCK) était sans pitié pour l'AS Binah qu'il a pulvérisé sur un score sans appel de 7-0.



● Eyram AKAKPO

Cinq victoires en autant de matchs pour les conducteurs de la Kozah qui dominent outrageusement la zone nord du championnat cette saison. Les chauffeurs ont entamé la rencontre avec une forte pression exercée sur la défense des cornes de Pagouda. A force de subir, ils finissent par plier à la 28ème minute sur un but de Nane Richard. Agoro Ismael sur penalty inscrit le second but dans les arrêts de jeu de la première partie. La pause intervient sur le score de 2-0. En deu-

xième période, les joueurs de l'ASCK se montrent plus dangereux en inscrivant 5 buts en 45 minutes œuvre de Agoro Ismael (62ème ;86ème), Nane Richard (72ème ; 76ème) et Tchatakora Samiou (67ème). En 5 journée de championnat, les conducteurs ont inscrit 20 buts dont 15 à l'actif de la paire Nane Richard, Agoro Ismael. Dans les autres rencontres de la poule B : Asko dispose de Semassi 2-1, Ifodjé s'incline 2-1 face à Unisport et Sara bat Koroki 4-1. Dans la poule A : Anges 0- AS OTR 2 ; Entente II

0- Gbohloessou 2 ; Gomido 2- 1 AS TGPort ; Dyto 4-0 Maranatha.

Le classement

Poule A

- 1- Gomido 13 pts+6
- 2- AS OTR 8 pts+2
- 3- Dyto 8pts +4
- 4- TGPort 8pts+3
- 5- Gbohloesu 6pts+0
- 6- Maranatha 4pts-7
- 7- Entente II 4pts+0
- 8- Anges 4pts-7

Poule B

- 1- ASCK 15pts+20
- 2- ASKO 11pts+5
- 3- Unisport 10pts+1
- 4- Semassi 6 pts-1
- 5- Sara Sport 4pts-4
- 6- Koroki 4pts-5
- 7- Ifodjé 4pts-6
- 8- AS Binah 2pts-10

Covid-19

Environ 160.000 personnes vaccinées au Togo

En un mois, le Togo a réussi à faire vacciner environ 160 000 personnes contre la Covid-19 et compte en faire davantage pour atteindre l'immunité collective. Pour y arriver, Médecin-Colonel Djibril Mohaman, Coordonnateur national de la gestion de la riposte contre la Covid-19 (CNGR), annonce dès lundi 19 avril 2021, l'ouverture de nouveaux vaccinodromes dans le pays, pour la vaccination à grande échelle.

Le Gouvernement veut accélérer la vaccination afin de limiter la prorogation de la pandémie de la Covid-19. « Le maximum de personnes seront vaccinées au fur et à mesure que les vaccins seront disponibles », a déclaré Médecin-Colonel Djibril Mohaman. Selon Médecin-Colonel Djibril Mohaman, la contamination au cours de la semaine est en légère baisse comparée aux semaines écoulées, mais reste toujours élevée. « Nous avons eu 991 cas de contamination. Il s'agit d'une légère baisse, si on la compare à la semaine du 24 au 30 mars ou nous avons eu 1.102 cas et la semaine allant du 31 mars au 6 mars

ou nous avons noté 171 cas. Mais dans l'ensemble, la contamination reste toujours élevée », a-t-il précisé. En effet, si le nombre de malade guéris n'a cessé d'augmenter ces dernières semaines, la plus grande inquiétude reste le nombre de décès qui reste croissant. « Avant on avait pratiquement pas de décès.

Mais depuis quelques temps, on a en moyenne quatre décès par semaine ». A cela s'ajoute l'insuffisance des places dans les réanimations. « Depuis quelques semaines, les réanimations sont pleines... Notre vrai problème c'est aussi la réanimation. Nous pouvons augmenter l'espace, mais il nous faut du temps pour faire

augmenter les places à la réanimation. C'est pour cela que nous invitons au respect des mesures barrières. Parce que moins on aura des cas, moins on aura des personnes en réanimation et moins on aura des décès », a expliqué Prof Mohaman, qui appelle au respect des mesures barrières seul moyen pour éradiquer la contamination. Concernant la vaccination, la campagne va connaître une nouvelle phase dans la semaine avec l'installation des équipes de vaccination dans les grands centres tels que les stades.

Augmenter les places à la réanimation. C'est pour cela que nous invitons au respect des mesures barrières. Parce que moins on aura des cas, moins on aura des personnes en réanimation et moins on aura des décès », a expliqué Prof Mohaman, qui appelle au respect des mesures barrières seul moyen pour éradiquer la contamination.

Augmenter les places à la réanimation. C'est pour cela que nous invitons au respect des mesures barrières. Parce que moins on aura des cas, moins on aura des personnes en réanimation et moins on aura des décès », a expliqué Prof Mohaman, qui appelle au respect des mesures barrières seul moyen pour éradiquer la contamination.

Avec gapola.net

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@laimaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56